



RAPPORT DE GESTION

TABLE DES MATIÈRES

PROFIL DE L'ENTREPRISE	2
FAITS SAILLANTS DEPUIS LA FIN DE L'EXERCICE 2012	2
MESURES NON NORMALISÉES SELON LES IFRS	3
ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS	7
ANALYSE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ.....	9
FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE	15
INFORMATIONS ADDITIONNELLES	20
SÉLECTION DE DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES	26

PROFIL DE L'ENTREPRISE

Le présent rapport de gestion de Québecor inc. (« Québecor » ou la « Société ») couvre les principales activités du premier trimestre 2013 ainsi que les plus importants changements effectués en regard de l'exercice financier précédent.

Tous les montants sont en dollars canadiens (« dollars CA ») à moins d'avis contraire. Le présent rapport devrait être lu en parallèle avec les informations contenues dans les états financiers consolidés et le rapport de gestion de l'exercice financier terminé le 31 décembre 2012.

Québecor est une société de gestion détenant une participation de 75,4 % dans Québecor Média inc. (« Québecor Média »), l'un des plus importants conglomérats de médias du Canada. Les filiales de Québecor Média exercent leurs activités dans les secteurs suivants : Télécommunications, Médias d'information, Télédiffusion, Loisir et divertissement, et Technologies et communications interactives. Québecor Média déploie une stratégie de convergence qui s'appuie sur les synergies entre ses différentes propriétés médias.

FAITS SAILLANTS DEPUIS LA FIN DE L'EXERCICE 2012

- Le chiffre d'affaires de Québecor a totalisé 1,05 G\$ au premier trimestre 2013, en baisse de 9,5 M\$ (-0,9 %) par rapport au premier trimestre 2012.
- Québecor a annoncé d'importants changements à la direction de la Société et ses filiales.
 - Le président du conseil d'administration de Québecor Média, Serge Gouin, prend sa retraite après avoir assumé cette fonction depuis la création de Québecor Média en 2000. Pierre Karl Péladeau est nommé à la présidence du conseil d'administration de Québecor Média et de Groupe TVA inc. (« Groupe TVA »). Il est également nommé vice-président du conseil d'administration de Québecor. Dans ses nouvelles fonctions, Pierre Karl Péladeau se verra également confier la responsabilité de certains dossiers stratégiques de l'entreprise.
 - Robert Dépatie, président et chef de la direction de Vidéotron Itée (« Vidéotron ») depuis 2003, accède au poste de président et chef de la direction de Québecor et de Québecor Média, en remplacement de Pierre Karl Péladeau.
 - Dans le cadre du dévoilement de ces changements à la haute direction, Pierre Karl Péladeau a tenu à rappeler que depuis l'entrée en fonction de Robert Dépatie chez Vidéotron, le bénéfice d'exploitation de cette filiale est passé de 275,0 M\$ à plus de 1,20 G\$. Durant cette même période, le nombre d'unités de service¹ a augmenté de près de 3,2 millions, dont plus de 420 000 au service de téléphonie mobile.
 - Manon Brouillette, qui occupait le poste de présidente, services Consommateurs, est nommée présidente et chef de l'exploitation de Vidéotron. Robert Dépatie conservera la responsabilité de chef de la direction de la filiale.

Télécommunications

- Au premier trimestre 2013, le secteur Télécommunications a affiché une croissance de 23,0 M\$ (3,6 %) de ses revenus et de 14,3 M\$ (4,7 %) de son bénéfice d'exploitation.
- Tous les principaux services de Vidéotron ont enregistré une progression de leurs revenus au premier trimestre 2013 : téléphonie mobile (12,4 M\$ ou 33,0 %), accès Internet (7,1 M\$ ou 3,7 %), téléphonie par câble (4,0 M\$ ou 3,6 %) et télédistribution (3,9 M\$ ou 1,5 %).
- Augmentation nette de 31 100 unités de service au premier trimestre 2013, contre 30 200 à la même période de 2012. Le nombre total d'unités de service a augmenté de 222 700 (4,7 %) pour la période de 12 mois terminée le 31 mars 2013.
- À la fin de février 2013, Vidéotron a lancé illico Club à volonté, un nouveau service de vidéo sur demande par abonnement, qui propose la plus grande offre de titres francophones sur demande à volonté au Canada.

¹ La somme des clients des services de télédistribution, d'accès Internet par câble et sans fil, et de téléphonie par câble à laquelle est ajouté le nombre de lignes en téléphonie mobile.

Médias d'information

- Les résultats du sondage NADbank 2012, qui mesure le lectorat des principaux quotidiens au Canada, confirment que *Le Journal de Montréal* compte un lectorat hebdomadaire de 1 164 300, c'est-à-dire 329 400 lecteurs de plus que son plus proche concurrent, soit un écart significatif de 39,5 %. Pour sa part, *Le Journal de Québec* rejoint un lectorat hebdomadaire de 351 500, soit 75 500 lecteurs de plus que son principal concurrent. Le quotidien gratuit *24 heures* compte un lectorat hebdomadaire de 652 800, en hausse de 15 800 lecteurs par rapport à l'année précédente (source : NADbank 2011 et 2012, Montréal RMR).

Télédiffusion

- L'émission *La Voix* a enregistré des résultats exceptionnels pendant toute sa période de diffusion entre les 20 janvier et 14 avril 2013. L'auditoire moyen pour le gala hebdomadaire a dépassé 2,6 millions de téléspectateurs et la part de marché moyenne pour ce gala s'est élevée à plus de 57 %. La création de contenus multiplateformes à valeur ajoutée autour de ce produit télévisuel de qualité témoigne bien du succès de la stratégie de convergence dont bénéficie l'ensemble des propriétés médias de Québecor.

MESURES NON NORMALISÉES SELON LES IFRS

Les mesures non normalisées selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») utilisées par la Société pour évaluer son rendement financier, telles que le bénéfice d'exploitation, le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies, les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs, les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de la filiale Québecor Média et le revenu mensuel moyen par abonné (« RMPA ») ne sont pas calculées selon, ni ne sont reconnues par les IFRS. La méthode de calcul des mesures financières hors IFRS de la Société peut différer de celles utilisées par d'autres entreprises et, par conséquent, celles qu'elle présente dans ce rapport de gestion peuvent ne pas être comparables à d'autres mesures ayant des noms semblables divulguées par d'autres entreprises.

Bénéfice d'exploitation

Dans son analyse des résultats d'exploitation, la Société définit le bénéfice d'exploitation, tel que concilié avec le bénéfice net conformément aux IFRS, comme le bénéfice net avant l'amortissement, les frais financiers, le gain sur évaluation et conversion des instruments financiers, la charge de restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux, la charge de dépréciation de l'écart d'acquisition, la perte sur refinancement de dettes et les impôts sur le bénéfice. Le bénéfice d'exploitation, tel que décrit ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux IFRS. Ce n'est pas non plus une mesure destinée à remplacer d'autres outils d'évaluation du rendement financier ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidités. Cette mesure ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement calculées selon les IFRS. La Société se sert du bénéfice d'exploitation pour évaluer le rendement de ses investissements dans Québecor Média. La direction et le conseil d'administration de la Société utilisent cette mesure pour évaluer tant les résultats consolidés de la Société que les résultats des secteurs d'exploitation qui en font partie. Cette mesure élimine le niveau substantiel de dépréciation et d'amortissement des actifs corporels et incorporels et n'est pas affectée par la structure du capital ou par les activités d'investissement de la Société et de ses différents secteurs d'activité.

En outre, le bénéfice d'exploitation est utile, car il constitue un élément important des régimes de rémunération incitative annuels de la Société. Toutefois, cette mesure est limitée puisqu'elle ne tient pas compte du coût périodique des actifs corporels et incorporels nécessaires pour générer les revenus des secteurs de la Société. D'autres mesures qui tiennent compte de ces coûts, telles que les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs et les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de la filiale Québecor Média, sont également utilisées par la Société. De plus, des mesures comme le bénéfice d'exploitation sont fréquemment utilisées par les membres de la communauté financière pour analyser et comparer le rendement d'entreprises dans les secteurs où la Société est active. La définition du bénéfice d'exploitation de la Société peut différer de celle utilisée par d'autres entreprises.

Le tableau 1 présente le rapprochement du bénéfice d'exploitation avec le bénéfice net divulgué aux états financiers consolidés résumés de Québecor.

Tableau 1

Rapprochement du bénéfice d'exploitation présenté dans ce rapport avec le bénéfice net divulgué aux états financiers consolidés résumés

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2013	2012
Bénéfice (perte) d'exploitation :		
Télécommunications	317,3	303,0
Médias d'information	5,7	15,7
Télédiffusion	(1,9)	(7,0)
Loisir et divertissement	(1,7)	0,3
Technologies et communications interactives	1,3	3,0
Siège social	(0,3)	5,3
	320,4	320,3
Amortissement	(162,7)	(142,0)
Frais financiers	(97,2)	(85,4)
Gain sur évaluation et conversion des instruments financiers	7,7	81,9
Restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux	(1,6)	(1,1)
Dépréciation de l'écart d'acquisition	-	(14,5)
Perte sur refinancement de dettes	-	(7,3)
Impôts sur le bénéfice	(20,9)	(38,7)
Bénéfice net	45,7	113,2

Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies

La Société définit le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies, tel que concilié avec le bénéfice net attribuable aux actionnaires conformément aux IFRS, comme le bénéfice net attribuable aux actionnaires avant le gain sur évaluation et conversion des instruments financiers, la charge de restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux, la charge de dépréciation de l'écart d'acquisition et la perte sur refinancement de dettes, déduction faite des impôts sur le bénéfice afférents aux ajustements et du bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle afférent aux ajustements. Le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies, tel que décrit ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux IFRS. Cette mesure ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement calculées selon les IFRS. La définition du bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies peut différer de celle utilisée par d'autres entreprises.

Le tableau 2 présente le rapprochement du bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies avec le bénéfice net attribuable aux actionnaires divulgué aux états financiers consolidés résumés de Québecor.

Tableau 2

Rapprochement du bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies présenté dans ce rapport avec le bénéfice net attribuable aux actionnaires divulgué aux états financiers consolidés résumés

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2013	2012
Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies	33,1 \$	37,8 \$
Gain sur évaluation et conversion des instruments financiers	7,7	81,9
Restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux	(1,6)	(1,1)
Dépréciation de l'écart d'acquisition	-	(14,5)
Perte sur refinancement de dettes	-	(7,3)
Impôts sur le bénéfice afférents aux ajustements ¹	(3,3)	(13,3)
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle afférent aux ajustements	(0,3)	(12,1)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	35,6 \$	71,4 \$

¹ Y compris l'impact de la fluctuation de la charge d'impôts applicable sur les éléments ajustés, pour des raisons statutaires ou dans le cadre de transactions fiscales.

Flux de trésorerie d'exploitation des secteurs

Les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs représentent le bénéfice d'exploitation, moins les acquisitions d'immobilisations et les acquisitions d'actifs incorporels (exclusion faite des montants déboursés pour l'acquisition ou le renouvellement de licences), plus le produit de l'aliénation d'éléments d'actif. La Société utilise les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs comme indicateur de liquidités générées par ses secteurs. Les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs représentent les fonds disponibles pour les paiements d'intérêts et d'impôts, les déboursés relatifs aux programmes de restructuration, les acquisitions d'entreprises, le paiement de dividendes et le remboursement de la dette à long terme. Les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs ne sont pas une mesure de la liquidité établie conformément aux IFRS. Il ne s'agit pas d'une mesure destinée à remplacer d'autres outils d'évaluation du rendement financier ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidités. Les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs sont utilisés par la direction et le conseil d'administration pour évaluer les fonds générés par l'exploitation de ses secteurs. Lorsque la Société utilise les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs, elle fournit un rapprochement avec le bénéfice d'exploitation dans la même section du rapport.

Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de la filiale Québecor Média

Les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de la filiale Québecor Média représentent les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation selon les IFRS, moins les acquisitions d'immobilisations et les acquisitions d'actifs incorporels (exclusion faite des montants déboursés pour l'acquisition ou le renouvellement de licences), plus le produit de l'aliénation d'éléments d'actif. Les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies sont utilisés par la direction et le conseil d'administration de la Société pour évaluer les fonds générés par l'exploitation de la filiale Québecor Média. Les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies représentent les fonds disponibles dans Québecor Média pour les acquisitions d'entreprises, le paiement de dividendes et le remboursement de la dette à long terme. Les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies ne sont pas une mesure de la liquidité établie conformément aux IFRS. Il ne s'agit pas d'une mesure destinée à remplacer d'autres outils d'évaluation du rendement financier ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidités. La définition des flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de la Société peut différer de celle adoptée par d'autres entreprises.

Le tableau 9 présente le rapprochement des flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de Québecor Média avec les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation de cette filiale.

Revenu mensuel moyen par abonné

Le RMPA est un indicateur utilisé dans l'industrie pour mesurer les revenus mensuels générés par la télévision par câble, l'accès Internet et la téléphonie par câble et mobile par abonné moyen de base. Le RMPA n'est pas une mesure établie conformément aux IFRS et la définition et méthode de calcul utilisées par la Société peuvent différer de celles utilisées par d'autres entreprises. La Société calcule le RMPA en divisant ses revenus combinés de télévision par câble, d'accès Internet et de téléphonie par câble et mobile par le nombre moyen d'abonnés de base durant la période considérée, puis divise ce résultat par le nombre de mois de cette même période.

ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS DE QUÉBECOR

Comparaison des premiers trimestres 2013 et 2012

Revenus de 1,05 G\$, en baisse de 9,5 M\$ (-0,9 %).

- Recul dans les secteurs Médias d'information (25,5 M\$ ou -10,9 % des revenus du secteur), Loisir et divertissement (6,3 M\$ ou -9,4 %), Télédiffusion (2,4 M\$ ou -2,1 %) et Technologies et communications interactives (1,4 M\$ ou -3,8 %).
- Progression dans le secteur Télécommunications (23,0 M\$ ou 3,6 %).

Bénéfice d'exploitation de 320,4 M\$, en hausse de 0,1 M\$.

- Hausse dans le secteur Télécommunications (14,3 M\$ ou 4,7 % du bénéfice d'exploitation du secteur) et écart favorable dans le secteur Télédiffusion (5,1 M\$).
- Recul dans les secteurs Médias d'information (10,0 M\$ ou -63,7 %), Loisir et divertissement (2,0 M\$), Technologies et communications interactives (1,7 M\$ ou -56,7 %) et siège social (5,6 M\$), expliqué principalement dans ce dernier cas par un gain sur règlement de litige enregistré au premier trimestre 2012.
- La variation de la juste valeur des options d'achat d'actions de Québecor Média a entraîné un écart favorable de 4,4 M\$ relativement à la charge consolidée de rémunération à base d'actions au premier trimestre 2013, par rapport à la même période de 2012.

Bénéfice net attribuable aux actionnaires de 35,6 M\$ (0,57 \$ par action de base), contre 71,4 M\$ (1,13 \$ par action de base) au premier trimestre 2012, soit une baisse de 35,8 M\$ (0,56 \$ par action de base).

- Cette diminution s'explique surtout par :
 - un écart défavorable de 74,2 M\$ au chapitre du gain sur évaluation et conversion des instruments financiers ;
 - la hausse de 20,7 M\$ de la charge d'amortissement ;
 - une augmentation de 11,8 M\$ des frais financiers.

Contrebalancés en partie par :

- l'écart favorable en 2013 dû à la charge de dépréciation de l'écart d'acquisition de 14,5 M\$ enregistrée au premier trimestre 2012 ;
- l'écart favorable en 2013 dû à la perte sur refinancement de dettes de 7,3 M\$ enregistrée au premier trimestre 2012.

Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies de 33,1 M\$ au premier trimestre 2013 (0,53 \$ par action de base), contre 37,8 M\$ (0,60 \$ par action de base) au premier trimestre 2012, soit une baisse de 4,7 M\$ (0,07 \$ par action de base).

Charge d'amortissement de 162,7 M\$ au premier trimestre 2013, soit une hausse de 20,7 M\$ qui s'explique essentiellement par l'impact des importants investissements en immobilisations depuis 2011 dans le secteur Télécommunications, dont l'amortissement des immobilisations relatives à la modernisation des réseaux par câble et mobile, et à l'impact de la stratégie promotionnelle axée sur la location d'équipements.

Frais financiers de 97,2 M\$, en hausse de 11,8 M\$, expliquée surtout par le niveau d'endettement plus élevé.

Gain sur évaluation et conversion des instruments financiers de 7,7 M\$ au premier trimestre 2013, contre un gain de 81,9 M\$ à la même période de 2012, soit un écart défavorable de 74,2 M\$ qui s'explique principalement par la variation défavorable du gain sur la juste valeur des options de règlement anticipé due à la fluctuation des taux d'intérêt et des primes de crédit.

Charge de restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux de 1,6 M\$ au premier trimestre 2013, contre 1,1 M\$ à la même période de 2012, soit un écart défavorable de 0,5 M\$.

Charge de dépréciation de l'écart d'acquisition de 14,5 M\$ au premier trimestre 2012.

- L'adoption en 2012 des nouveaux tarifs relatifs à la contribution des entreprises aux coûts qui découleraient des services de récupération des matières résiduelles fournis par les municipalités au Québec a eu un impact défavorable sur les coûts d'exploitation des activités d'édition de magazines. La Société a donc revu son plan d'affaires pour ce secteur au premier trimestre 2012 et a conclu que le montant de l'écart d'acquisition n'était plus totalement recouvrable. Une charge non monétaire liée à la dépréciation de l'écart d'acquisition de 14,5 M\$ (sans incidence fiscale) a été comptabilisée.

Perte sur refinancement de dettes de 7,3 M\$ au premier trimestre 2012.

- En mars 2012, Vidéotron a remboursé la totalité des billets de premier rang d'un montant en capital de 395,0 M\$US portant intérêt à un taux de 6,875 % et échéant en janvier 2014. Au cours de la même période, Québec Média a remboursé un montant en capital de 78,5 M\$US des billets de premier rang portant intérêt à un taux de 7,75 % et échéant en mars 2016 et a réglé les contrats de couverture afférents. Ces transactions ont entraîné une perte sur refinancement de dettes totale de 7,3 M\$.

Charge d'impôts sur le bénéfice de 20,9 M\$ (taux d'imposition effectif de 31,4 %) au premier trimestre 2013, contre 38,7 M\$ (taux d'imposition effectif de 23,3 % en considérant seulement les éléments imposables et déductibles) au premier trimestre 2012.

- L'écart favorable de 17,8 M\$ de la charge d'impôts sur le bénéfice s'explique surtout par la baisse du bénéfice avant impôts, alors que la hausse du taux d'imposition effectif s'explique par l'impact de la combinaison des taux d'impôts sur les différentes composantes du gain sur évaluation et conversion des instruments financiers.

ANALYSE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ

Télécommunications

Résultats d'exploitation du premier trimestre 2013

Revenus de 668,8 M\$, soit une progression de 23,0 M\$ (3,6 %).

- Revenus totaux des services de télédistribution de 271,9 M\$, soit une progression de 3,9 M\$ (1,5 %) principalement due à l'augmentation des revenus générée par la location de terminaux numériques et par l'augmentation des visionnements d'événements à la carte.
- Revenus des services d'accès Internet de 198,4 M\$, en hausse de 7,1 M\$ (3,7 %). Cet écart favorable s'explique surtout par l'augmentation de la clientèle.
- Revenus du service de téléphonie par câble de 115,7 M\$, soit une hausse de 4,0 M\$ (3,6 %) provenant surtout de la progression de la clientèle et du nombre de lignes pour la clientèle affaires.
- Revenus du service de téléphonie mobile de 50,0 M\$, une progression de 12,4 M\$ (33,0 %) due pour l'essentiel à la croissance de la clientèle.
- Revenus de Vidéotron Service Affaires de 15,8 M\$, en baisse de 1,1 M\$ (-6,5 %).
- Revenus d'équipements vendus aux clients de 6,9 M\$, en baisse de 1,4 M\$ (-16,9 %). La diminution due aux stratégies promotionnelles axées sur la location d'équipements de télédistribution a été en partie contrebalancée par la hausse des revenus d'équipements en téléphonie mobile.
- Revenus autres de 10,1 M\$, soit une baisse de 1,9 M\$ (-15,8 %) attribuable à la fermeture de magasins Le SuperClub Vidéotron Itée (« Le SuperClub Vidéotron ») et à la baisse d'autres revenus.

RMPA de Vidéotron de 114,49 \$ au premier trimestre 2013, contre 109,18 \$ à la même période de 2012, soit une croissance de 5,31 \$ (4,9 %).

Statistiques de clientèles

Unités de service – Au 31 mars 2013, le nombre total d'unités de service s'établissait à 4 948 400, soit une hausse de 31 100 unités (0,6 %) par rapport à la fin de 2012, contre une augmentation de 30 200 au premier trimestre 2012 (tableau 3). Le nombre total d'unités de service a augmenté de 222 700 (4,7 %) pour la période de 12 mois terminée le 31 mars 2013. Les unités de service représentent l'addition des clients des services de télédistribution, d'accès Internet par câble et sans fil, et de téléphonie par câble, à laquelle est ajouté le nombre de lignes en téléphonie mobile.

Télédistribution – Le nombre de clients pour l'ensemble des services de télédistribution a diminué de 5 800 (-0,3 %) au premier trimestre 2013, contre une diminution de 7 500 clients au même trimestre de 2012, et elle a diminué de 4 800 clients (-0,3 %) pour la période de 12 mois terminée le 31 mars 2013 (tableau 3). À la fin du premier trimestre 2013, les services de télédistribution de Vidéotron desservaient 1 849 200 clients, soit un taux de pénétration des résidences et entreprises câblées de 68,2 %, contre 69,5 % un an plus tôt (ce taux correspond au nombre de clients du service par rapport au nombre total de résidences et entreprises desservies par le réseau de câblodistribution, soit 2 710 000 à la fin de mars 2013, contre 2 666 700 un an plus tôt).

- Au 31 mars 2013, le service illico télé numérique desservait 1 500 300 clients. Ce service a recruté 15 700 clients au premier trimestre 2013, en hausse de 1,1 %, contre une progression de 16 700 clients au premier trimestre 2012. Sur une période de 12 mois, le service de télé numérique a recruté 82 800 clients (5,8 %). Au 31 mars 2013, le taux de pénétration des résidences et entreprises câblées par le service illico télé numérique s'élevait à 55,4 %, contre 53,2 % un an plus tôt.
- La migration du service de télédistribution analogique vers le numérique explique en bonne partie la baisse de 21 500 clients (-5,8 %) au service de télédistribution analogique au premier trimestre 2013, contre une baisse de 24 200 clients au premier trimestre 2012. Sur une période de 12 mois, le service de télédistribution analogique accuse un recul de 87 600 clients (-20,1 %).

Accès Internet par câble – Le nombre de clients au service d'accès Internet par câble se chiffrait à 1 397 300 au 31 mars 2013, en hausse de 9 600 clients (0,7 %) au premier trimestre 2013, contre une hausse de 8 000 clients à la même période de 2012. Pour la période de 12 mois terminée le 31 mars 2013, le service d'accès Internet par câble a recruté 56 800 clients (4,2 %) (tableau 3). Au 31 mars 2013, les services d'accès Internet par câble affichaient un taux de pénétration des résidences et entreprises câblées de 51,6 %, en regard de 50,3 % un an plus tôt.

Téléphonie par câble – Au 31 mars 2013, ce service comptait 1 274 000 clients, en hausse de 9 100 clients (0,7 %) au premier trimestre 2013, contre une progression de 7 200 clients au premier trimestre 2012. Ce service a recruté 61 500 clients (5,1 %) sur une période de 12 mois (tableau 3). Au 31 mars 2013, le service de téléphonie par câble affichait un taux de pénétration des résidences et entreprises câblées de 47,0 %, contre 45,5 % un an plus tôt.

Téléphonie mobile – Au 31 mars 2013, le nombre de lignes à la téléphonie mobile s'établissait à 420 900, soit une augmentation de 18 300 lignes (4,5 %) par rapport à la fin du trimestre précédent, contre une hausse de 22 200 lignes au premier trimestre 2012. Le nombre de lignes à ce service a augmenté de 108 100 (34,6 %) pour la période de 12 mois terminée le 31 mars 2013 (tableau 3).

Tableau 3

Statistiques de la clientèle du secteur Télécommunications à la fin de chaque trimestre depuis les huit derniers trimestres
(en milliers de clients)

	Mars 2013	Déc. 2012	Sept. 2012	Juin 2012	Mars 2012	Déc. 2011	Sept. 2011	Juin 2011
Télédistribution :								
Analogique	348,9	370,4	395,1	412,9	436,5	460,7	496,1	530,3
Numérique	1 500,3	1 484,6	1 457,8	1 425,0	1 417,5	1 400,8	1 348,1	1 270,4
	1 849,2	1 855,0	1 852,9	1 837,9	1 854,0	1 861,5	1 844,2	1 800,7
Internet par câble	1 397,3	1 387,7	1 369,6	1 341,1	1 340,5	1 332,5	1 306,4	1 266,5
Téléphonie par câble	1 274,0	1 264,9	1 249,7	1 223,4	1 212,5	1 205,3	1 179,4	1 141,6
Téléphonie mobile ¹	420,9	402,6	378,3	347,6	312,8	290,6	258,1	210,6
Internet sans fil	7,0	7,1	7,4	6,8	5,9	5,6	5,2	4,0
Total (unités de service)	4 948,4	4 917,3	4 857,9	4 756,8	4 725,7	4 695,5	4 593,3	4 423,4

¹ En milliers de lignes

Bénéfice d'exploitation de 317,3 M\$, en hausse de 14,3 M\$ (4,7 %).

- La hausse du bénéfice d'exploitation s'explique surtout par :
 - l'impact de la hausse des revenus ;
 - la diminution de 2,3 M\$ de la charge de rémunération à base d'actions.

Contrebalancés en partie par :

- la hausse de certains frais d'exploitation, dont les coûts inhérents au service à la clientèle pour répondre à la hausse du nombre de clients.

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts d'exploitation pour l'ensemble des activités du secteur Télécommunications (exprimés en pourcentage des revenus) de 52,6 % au premier trimestre 2013, contre 53,1 % à la même période de 2012.

- Cette diminution est surtout attribuable à l'impact de la croissance des revenus (en considérant la composante fixe des frais d'exploitation qui ne fluctue pas en pourcentage des revenus), contrebalancé en partie par la hausse de certains frais d'exploitation.

Flux de trésorerie d'exploitation du secteur de 159,4 M\$ au premier trimestre 2013, contre 101,8 M\$ à la même période de 2012, soit une augmentation de 57,6 M\$ (tableau 4).

- Cette augmentation s'explique par la diminution de 43,6 M\$ des acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels, surtout attribuable à des investissements inférieurs dans le réseau 4G et par la hausse de 14,3 M\$ du bénéfice d'exploitation.

Tableau 4 : Télécommunications

Flux de trésorerie d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2013	2012
Bénéfice d'exploitation	317,3 \$	303,0 \$
Acquisitions d'immobilisations	(145,6)	(183,5)
Acquisitions d'actifs incorporels	(13,2)	(18,9)
Produit de l'aliénation d'éléments d'actif	0,9	1,2
Flux de trésorerie d'exploitation du secteur	159,4 \$	101,8 \$

Médias d'information

Résultats d'exploitation du premier trimestre 2013

Revenus de 207,6 M\$, en baisse de 25,5 M\$ (-10,9 %).

- Revenus publicitaires en baisse de 14,2 % ; revenus numériques en baisse de 7,6 % ; revenus de tirage en baisse de 5,2 % ; revenus combinés d'imprimerie commerciale et autres revenus en baisse de 1,1 %.
- Les revenus des quotidiens urbains ont diminué de 11,3 %, ceux des journaux régionaux ont diminué de 12,6 %, tandis que les revenus des portails ont diminué de 34,9 % en raison de la baisse des revenus publicitaires.

Bénéfice d'exploitation de 5,7 M\$, en baisse de 10,0 M\$ (-63,7 %).

- Cette diminution est principalement attribuable à :
 - l'impact de la baisse des revenus ;
 - l'écart défavorable lié aux investissements dans Québecor Média Affichage démarré en novembre 2012 ;
 - l'écart défavorable de 2,2 M\$ sur le plan des crédits d'impôt multimédias sur la main-d'œuvre.

Contrebalancés en partie par :

- l'incidence favorable de 10,6 M\$ liée aux mesures de restructuration et aux autres réductions de frais d'exploitation ;
- la baisse de 1,2 M\$ de la charge de rémunération à base d'actions.

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts d'exploitation pour l'ensemble des activités du secteur Médias d'information (exprimés en pourcentage des revenus) de 97,3 % au premier trimestre 2013, contre 93,3 % à la même période de 2012. Cette hausse s'explique par la composante fixe des frais d'exploitation qui ne fluctue pas en proportion de la baisse des revenus, par l'impact défavorable lié aux investissements dans Québecor Média Affichage et par les crédits d'impôt multimédias, contrebalancés en partie par l'incidence favorable au premier trimestre 2013 de la réduction des frais d'exploitation.

Flux de trésorerie d'exploitation du secteur de 2,6 M\$ au premier trimestre 2013, contre 11,0 M\$ au même trimestre de 2012 (tableau 5).

- Cette baisse de 8,4 M\$ s'explique surtout par le recul de 10,0 M\$ du bénéfice d'exploitation, contrebalancé en partie par la diminution de 1,8 M\$ des acquisitions d'actifs incorporels.

Tableau 5 : Médias d'information

Flux de trésorerie d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2013	2012
Bénéfice d'exploitation	5,7 \$	15,7 \$
Acquisitions d'immobilisations	(2,4)	(1,9)
Acquisitions d'actifs incorporels	(1,0)	(2,8)
Produit de l'aliénation d'éléments d'actif	0,3	–
Flux de trésorerie d'exploitation du secteur	2,6 \$	11,0 \$

Télédiffusion

Résultats d'exploitation du premier trimestre 2013

Revenus de 113,0 M\$, en baisse de 2,4 M\$ (-2,1 %).

- Les revenus des activités de télévision ont diminué de 1,5 M\$, ce qui s'explique surtout par :

- o la diminution des revenus publicitaires du Réseau TVA.

Contrebalancée par :

- o l'augmentation des revenus d'abonnement des services spécialisés, dont l'impact des chaînes LCN, TVA Sports, SUN News, Yooop, Moi&cie et addik^{TV}.

- Les revenus totaux d'édition ont diminué de 0,9 M\$, surtout en raison d'une baisse des revenus en kiosque.

Perte d'exploitation de 1,9 M\$ au premier trimestre 2013, contre 7,0 M\$ à la même période de 2012, soit un écart favorable de 5,1 M\$.

- Écart favorable de 2,8 M\$ de la perte d'exploitation des activités de télévision qui s'explique surtout par :

- o la baisse des coûts d'exploitation du Réseau TVA, dont les coûts de contenus et de production, et l'impact de la rationalisation des autres coûts ;
- o la diminution de la perte d'exploitation de SUN News expliquée par la réduction des coûts de main-d'œuvre et de contenus.

- Les activités d'édition ont dégagé un bénéfice d'exploitation en hausse de 2,3 M\$, qui s'explique surtout par :

- o l'impact négatif sur les résultats du premier trimestre 2012 de l'enregistrement d'une charge de 2,3 M\$ attribuable aux années 2010 et 2011, dû à l'adoption des nouveaux tarifs relatifs à la contribution des entreprises aux coûts qui découleraient des services de récupération des matières résiduelles fournis par les municipalités au Québec.

Contrebalancé en partie par :

- o l'impact de la baisse des revenus.

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts d'exploitation pour l'ensemble des activités du secteur Télédiffusion (exprimés en pourcentage des revenus) de 101,7 % au premier trimestre 2013, contre 106,1 % à la même période de 2012. Cette diminution des coûts en proportion des revenus est surtout attribuable à la diminution des frais d'exploitation et à l'enregistrement, au premier trimestre 2012, de coûts rétroactifs liés aux services de récupération des matières résiduelles.

Flux de trésorerie d'exploitation négatifs de 7,8 M\$ au premier trimestre 2013, contre des flux négatifs de 12,9 M\$ pour la même période de 2012 (tableau 6). Cet écart favorable de 5,1 M\$ s'explique entièrement par la diminution de la perte d'exploitation.

Tableau 6 : Télédiffusion
Flux de trésorerie d'exploitation
(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2013	2012
Perte d'exploitation	(1,9) \$	(7,0) \$
Acquisitions d'immobilisations	(5,3)	(5,3)
Acquisitions d'actifs incorporels	(0,6)	(0,6)
Flux de trésorerie d'exploitation du secteur	(7,8) \$	(12,9) \$

Loisir et divertissement

Résultats d'exploitation du premier trimestre 2013

Revenus de 60,8 M\$, en baisse de 6,3 M\$ (-9,4 %) par rapport au premier trimestre 2012.

- Baisse de 12,9 % des revenus de Groupe Archambault inc. qui s'explique surtout par :
 - un recul de 36,7 % des revenus de distribution principalement attribuable à la sortie d'un plus grand nombre d'albums à succès au premier trimestre 2012, jumelée à une baisse de la distribution de produits dans les magasins Le SuperClub Vidéotron ;
 - une diminution de 1,9 % des revenus de ventes au détail due à la diminution des ventes de CD, contrebalancée en partie par une hausse des ventes de livres et d'instruments de musique ;
 - une diminution de 75,9 % des revenus de production expliquée surtout par la production d'un plus grand nombre d'albums et de spectacles au premier trimestre 2012.
- Diminution de 3,6 % des revenus du secteur Livres, qui s'explique principalement par la baisse des revenus de distribution en édition générale.

Perte d'exploitation de 1,7 M\$ au premier trimestre 2013, contre un bénéfice d'exploitation de 0,3 M\$ au premier trimestre 2012, soit un écart défavorable de 2,0 M\$ surtout attribuable à l'impact de la diminution des revenus.

Flux de trésorerie d'exploitation négatifs de 2,9 M\$ au premier trimestre 2013, contre des flux négatifs de 1,3 M\$ à la même période de 2012 (tableau 7).

- Cet écart défavorable de 1,6 M\$ s'explique surtout par l'écart défavorable au chapitre du bénéfice d'exploitation.

Tableau 7 : Loisir et divertissement
Flux de trésorerie d'exploitation
(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2013	2012
(Perte) bénéfice d'exploitation	(1,7) \$	0,3 \$
Acquisitions d'immobilisations	(0,5)	(0,9)
Acquisitions d'actifs incorporels	(0,7)	(0,7)
Flux de trésorerie d'exploitation du secteur	(2,9) \$	(1,3) \$

Technologies et communications interactives

Résultats d'exploitation du premier trimestre 2013

Revenus de 35,2 M\$, en baisse de 1,4 M\$ (-3,8 %).

- Cette diminution s'explique surtout par :
 - une baisse des activités en Europe, tout particulièrement en Espagne et en France ;
 - une diminution des activités auprès de clients au Canada. La baisse des revenus au bureau de Montréal a été contrebalancée partiellement par une augmentation des revenus au bureau de Toronto ;
 - une baisse des revenus en Asie.

Contrebalancées par :

- la hausse des activités auprès de clients gouvernementaux.

Bénéfice d'exploitation de 1,3 M\$, en baisse de 1,7 M\$ (-56,7 %). Cet écart défavorable s'explique surtout par l'impact de la baisse des revenus et des marges.

Flux de trésorerie d'exploitation du secteur de 0,5 M\$ au premier trimestre 2013, contre 1,9 M\$ à la même période de 2012 (tableau 8).

- Cet écart défavorable de 1,4 M\$ est surtout attribuable à la baisse du bénéfice d'exploitation.

Tableau 8 : Technologies et communications interactives

Flux de trésorerie d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2013	2012
Bénéfice d'exploitation	1,3 \$	3,0 \$
Acquisitions d'immobilisations	(0,8)	(1,1)
Flux de trésorerie d'exploitation du secteur	0,5 \$	1,9 \$

FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE

Cette section présente une analyse des flux de trésorerie générés et utilisés par la Société, ainsi que la situation financière à la date du bilan.

Exploitation

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation de 123,6 M\$ au premier trimestre 2013, contre 236,5 M\$ à la même période de 2012.

- Cet écart défavorable de 112,9 M\$ s'explique principalement par :
 - l'écart défavorable de 81,7 M\$ de la variation nette hors caisse des actifs et passifs d'exploitation, expliqué surtout par des écarts défavorables sur le plan des créditeurs, des charges à payer et des impôts sur le bénéfice à payer, compensés en partie par un écart favorable des revenus différés, affecté dans ce dernier cas par un cycle différent de facturation des clients dans le secteur Télécommunications ;
 - le recul du bénéfice d'exploitation, principalement dans le secteur Médias d'information (10,0 M\$) ainsi que pour le siège social (5,6 M\$), expliqué surtout dans ce dernier cas par un gain sur règlement de litige enregistré au premier trimestre 2012 ;
 - l'écart défavorable de 18,7 M\$ des impôts exigibles ;
 - l'augmentation de 12,4 M\$ de la portion monétaire de la charge d'intérêt.

Contrebalancés en partie par :

- la hausse de 14,3 M\$ du bénéfice d'exploitation du secteur Télécommunications et la diminution de 5,1 M\$ de la perte d'exploitation du secteur Télédiffusion.

Une démarcation défavorable des transactions sur les éléments hors caisse des actifs et passifs d'exploitation, combinée à la réduction des avantages fiscaux auparavant disponibles pour le report des déboursés d'impôts, ont été les principaux facteurs ayant affecté de manière défavorable les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation. Les déboursés d'intérêts sur un niveau d'endettement plus élevé ont aussi entraîné un impact négatif. De même, suivant la tendance des derniers trimestres, la croissance de la rentabilité du secteur Télécommunications a généré une augmentation des flux de trésorerie, tandis que l'impact négatif de l'intensification de la concurrence et de la conjoncture économique difficile dans le secteur Médias d'information a eu un impact défavorable sur les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation.

Fonds de roulement négatif de 167,7 M\$ au 31 mars 2013, contre un fonds de roulement négatif de 113,8 M\$ au 31 décembre 2012. Cet écart défavorable de 53,9 M\$ s'explique surtout par l'inscription à court terme de passifs liés aux instruments financiers dérivés échéant en janvier 2014.

Investissement

Acquisitions d'immobilisations de 154,8 M\$ au premier trimestre 2013, contre 193,2 M\$ à la même période de 2012. L'écart de 38,4 M\$ s'explique surtout par :

- une diminution de 37,9 M\$ des acquisitions d'immobilisations du secteur Télécommunications, principalement dans le réseau 4G, et dans la modernisation du réseau.

Acquisitions d'actifs incorporels de 15,6 M\$ au premier trimestre 2013, contre 22,5 M\$ à la même période de 2012, soit une baisse de 6,9 M\$, principalement dans les secteurs Télécommunications et Médias d'information.

Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de Québec Média

Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de Québec Média négatifs de 39,4 M\$ au premier trimestre 2013, contre des flux positifs de 37,8 M\$ à la même période de 2012 (tableau 9).

- Cet écart défavorable de 77,2 M\$ s'explique principalement par :
 - l'écart défavorable de 122,5 M\$ des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation.

Contrebalancé par :

- la diminution de 38,4 M\$ des acquisitions d'immobilisations.

Tableau 9

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation de Québec Média et flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de cette filiale

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2013	2012
Bénéfice (perte) d'exploitation :		
Télécommunications	317,3 \$	303,0 \$
Médias d'information	5,7	15,7
Télédiffusion	(1,9)	(7,0)
Loisir et divertissement	(1,7)	0,3
Technologies et communications interactives	1,3	3,0
Siège social	1,1	7,2
	321,8	322,2
Portion monétaire de la charge d'intérêt	(90,6)	(80,0)
Portion monétaire de la charge de restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux	(0,8)	(0,7)
Impôts exigibles	(24,3)	(5,5)
Autres	1,2	1,5
Variation nette des actifs et passifs d'exploitation	(77,5)	14,8
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation	129,8	252,3
Acquisitions d'immobilisations et acquisitions d'actifs incorporels, moins le produit de l'aliénation d'éléments d'actif :		
Télécommunications	(157,9)	(201,2)
Médias d'information	(3,1)	(4,7)
Télédiffusion	(5,9)	(5,9)
Loisir et divertissement	(1,2)	(1,6)
Technologies et communications interactives	(0,8)	(1,1)
Siège social	(0,3)	-
	(169,2)	(214,5)
Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies	(39,4) \$	37,8 \$

Financement

Dette consolidée (dette à long terme plus les emprunts bancaires) en hausse de 48,5 M\$ au premier trimestre 2013. Variation nette favorable de 63,3 M\$ des actifs et passifs liés aux instruments financiers dérivés.

- L'augmentation de la dette s'explique principalement par l'impact défavorable du taux de change estimé à 64,2 M\$. La hausse liée à ce facteur est contrebalancée au bilan par une baisse du passif (ou une hausse de l'actif) liée aux ententes de swaps sur devises comptabilisés sous « Instruments financiers dérivés ».
- Les réductions suivantes ont par ailleurs atténué l'effet défavorable du taux de change sur la dette :
 - la variation favorable de 7,4 M\$ de la juste valeur des dérivés incorporés, expliquée principalement par l'évolution des taux d'intérêt et des primes de crédit ;
 - la réduction de 6,5 M\$ de la dette de Québecor ;
 - les remboursements courants totalisant 5,3 M\$ sur la facilité de crédit de Québecor Média.
- Les actifs et passifs liés aux instruments financiers dérivés sont passés d'un passif net de 262,9 M\$ au 31 décembre 2012 à un passif net de 199,6 M\$ au 31 mars 2013, soit une variation nette favorable de 63,3 M\$, expliquée par :
 - l'écart favorable du taux de change sur la valeur des instruments financiers dérivés ;
 - le règlement à l'échéance de contrats de couverture par Québecor Média qui étaient utilisés pour couvrir le risque de taux de change sur le prêt à terme « B » remboursé par anticipation en totalité en décembre 2012.

Contrebalancés par :

- l'impact défavorable sur la juste valeur des instruments financiers dérivés de l'évolution des taux d'intérêt au Canada par rapport aux États-Unis.
- Le 16 avril 2013, Québecor Média a lancé une offre publique d'échange visant l'échange de la totalité de ses billets de premier rang en circulation portant intérêt à un taux de 5,75 % et échéant le 15 janvier 2023, contre des billets d'un capital équivalent inscrits en vertu de la loi intitulée *Securities Act of 1933*. L'offre publique d'échange expire le 14 mai 2013, à moins qu'elle ne soit prolongée.

Situation financière au 31 mars 2013

Liquidités disponibles nettes de 1,00 G\$ pour Québecor Média et ses filiales détenues à part entière, soit une encaisse de 129,1 M\$ et des lignes de crédit bancaire disponibles et inutilisées de 874,9 M\$.

Liquidités disponibles nettes de 88,1 M\$ pour Québecor au niveau corporatif, soit un découvert bancaire de 1,0 M\$ et des lignes de crédit bancaire disponibles et inutilisées de 89,1 M\$.

Dette consolidée totalisant 4,58 G\$ au 31 mars 2013, soit une augmentation de 48,5 M\$ par rapport au 31 décembre 2012. Variation nette favorable de 63,3 M\$ des actifs et passifs liés aux instruments financiers dérivés (cf. « Financement » ci-dessus).

- La dette consolidée comprenait essentiellement les dettes de 2,17 G\$ de Vidéotron (2,13 G\$ au 31 décembre 2012), de 74,7 M\$ de Groupe TVA (74,4 M\$ au 31 décembre 2012), de 2,24 G\$ de Québecor Média (2,23 G\$ au 31 décembre 2012) et de 96,1 M\$ de Québecor (102,6 M\$ au 31 décembre 2012).

Au 31 mars 2013, le capital minimal à rembourser sur la dette à long terme au cours des prochains exercices se chiffrait comme suit :

Tableau 10

Capital minimal à rembourser sur la dette à long terme de Québecor

Périodes de 12 mois terminées les 31 mars

(en millions de dollars canadiens)

2014	22,2	\$
2015	97,3	
2016	900,3	
2017	12,0	
2018	41,3	
2019 et ultérieurement	3 826,1	
Total	4 899,2	\$

L'échéance moyenne pondérée de la dette consolidée de Québecor était d'environ 6,9 ans au 31 mars 2013 (7,1 ans au 31 décembre 2012). La dette était constituée approximativement de 89,9 % de dettes à taux fixe (89,7 % au 31 décembre 2012) et de 10,1 % de dettes à taux variable (10,3 % au 31 décembre 2012).

La direction de la Société est d'avis que les flux de trésorerie et les sources de financement disponibles devraient être suffisants pour remplir les engagements en matière d'investissement en immobilisations, de fonds de roulement, de paiement d'intérêts, de remboursement de dettes, de contribution conformément aux régimes de retraite, de rachat d'actions et de paiement de dividendes. La Société est d'avis qu'elle sera en mesure de faire face aux échéances futures de ses dettes, qui sont relativement échelonnées au cours des prochaines années.

La Société et ses filiales sont assujetties au maintien de certains ratios financiers et au respect de certaines clauses financières restrictives conformément à leurs ententes de financement respectives. Les indicateurs clés de ces ententes de financement comprennent, entre autres, le ratio de couverture du service de la dette et le ratio d'endettement (dette à long terme sur le bénéfice d'exploitation). Au 31 mars 2013, la Société et ses filiales respectaient tous leurs ratios financiers et clauses financières restrictives de leurs conventions de financement.

Dividendes déclarés

- Le 7 mai 2013, le conseil d'administration de Québecor a déclaré un dividende trimestriel de 0,05 \$ par action sur les actions catégorie A (droits de vote multiples) (les « actions catégorie A ») et sur les actions subalternes catégorie B (comportant droit de vote) (les « actions catégorie B »). Ce dividende sera versé le 18 juin 2013 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 24 mai 2013.

Analyse du bilan consolidé au 31 mars 2013

Tableau 11

Bilan consolidé de Québecor

Analyse des principales variations entre les 31 mars 2013 et 31 décembre 2012

(en millions de dollars canadiens)

	31 mars 2013	31 déc. 2012	Écart	Principales sources d'explication de l'écart
Actif				
Espèces et quasi-espèces	134,8 \$	228,7 \$	(93,9) \$	Flux de trésorerie utilisés dans les activités d'investissement et de financement en excédent des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation
Passif				
Créditeurs et charges à payer	669,1	804,5	(135,4)	Incidence de la variation courante des activités
Dette à long terme, y compris la portion à court terme et les emprunts bancaires	4 579,8	4 531,3	48,5	Cf. « Financement »
Instruments financiers dérivés ¹	199,6	262,9	(63,3)	Cf. « Financement »

¹ Passif à court et à long terme moins l'actif à long terme

INFORMATIONS ADDITIONNELLES

Obligations contractuelles

Au 31 mars 2013, les obligations contractuelles importantes des activités d'exploitation comprenaient les remboursements de capital et d'intérêt sur la dette à long terme, les paiements de coupons sur les débetures convertibles, les paiements minimaux exigibles relatifs aux contrats de location-exploitation, les engagements relatifs aux acquisitions d'immobilisations et autres engagements, et ceux relatifs aux instruments financiers dérivés, moins les encaissements prévus sur les instruments financiers dérivés. Ces obligations contractuelles sont résumées dans le tableau 12.

Tableau 12
Obligations contractuelles de Québecor au 31 mars 2013
(en millions de dollars canadiens)

	Total	Moins d'un an	1-3 ans	3-5 ans	5 ans et plus
Dette à long terme ¹	4 899,2	\$ 22,2	\$ 997,6	\$ 53,3	\$ 3 826,1
Paiements d'intérêts ²	2 435,8	253,0	721,5	563,9	897,4
Paiements de coupons sur les débetures convertibles	124,0	20,8	41,3	41,3	20,6
Contrats de location-exploitation	305,9	57,6	79,0	51,9	117,4
Acquisitions d'immobilisations et autres engagements	290,8	76,7	96,2	29,1	88,8
Instruments financiers dérivés ³	204,6	116,5	48,7	2,2	37,2
Total des obligations contractuelles	8 260,3	\$ 546,8	\$ 1 984,3	\$ 741,7	\$ 4 987,5

¹ La valeur comptable de la dette à long terme exclut les ajustements liés aux dérivés incorporés et aux frais de financement.

² Estimation des intérêts à payer sur la dette à long terme, selon les taux d'intérêt en vigueur et taux d'intérêt des couvertures, et les taux de change des couvertures sur devises au 31 mars 2013.

³ Estimation des déboursés futurs, déduction faite des encaissements futurs liés à la couverture des devises en utilisant des instruments financiers dérivés.

Transactions entre parties liées

Au cours du premier trimestre 2013, la Société et ses filiales ont effectué des achats et engagé des dépenses de loyer avec des sociétés liées pour un montant de néant (2,2 M\$ à la même période de 2012) compris dans les achats de biens et services. La Société et ses filiales ont effectué des ventes à des sociétés liées pour un montant de 0,6 M\$ (0,9 M\$ à la même période de 2012). Ces transactions ont été conclues à des conditions équivalentes à celles existant pour des transactions entre sociétés non liées et ont été comptabilisées à la valeur d'échange convenue entre les parties.

Capital-actions

En vertu des exigences des autorités canadiennes régissant les normes de présentation du rapport de gestion, le tableau 13 présente les données du capital-actions de la Société au 30 avril 2013. De plus, 361 632 options d'achat d'actions de la Société étaient en circulation au 30 avril 2013.

Tableau 13
Capital-actions
(en actions et en millions de dollars canadiens)

	Au 30 avril 2013	
	Émises et en circulation	Valeur comptable
Actions catégorie A	19 571 986	8,7 \$
Actions catégorie B	42 632 596	324,3 \$

Le 9 août 2012, la Société a déposé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités pour un maximum de 980 357 actions catégorie A représentant approximativement 5 % des actions catégorie A émises et en circulation, et pour un maximum de 4 351 276 actions catégorie B représentant approximativement 10 % des actions catégorie B détenues dans le public au 31 juillet 2012. Les rachats peuvent être effectués entre les 13 août 2012 et 12 août 2013, au cours du marché, sur le marché libre par l'entremise de la Bourse de Toronto. Toutes les actions ainsi rachetées sont ou seront annulées.

Au cours du premier trimestre 2013, la Société a racheté et annulé 152 500 actions catégorie B pour une contrepartie totale en espèces de 6,2 M\$ (10 000 actions catégorie B pour une contrepartie totale en espèces de 0,4 M\$ au premier trimestre 2012). L'excédent de 5,0 M\$ du prix de rachat sur la valeur comptable des actions catégorie B rachetées a été enregistré en réduction des bénéfices non répartis au premier trimestre 2013 (0,3 M\$ au premier trimestre 2012).

Instruments financiers

Québecor et ses filiales utilisent de nombreux instruments financiers, notamment des espèces et des quasi-espèces, des comptes clients, des placements à long terme, des dettes bancaires, des comptes fournisseurs, des charges à payer, des dettes à long terme et des instruments financiers dérivés.

Afin de gérer les risques liés à la variation des taux de change et des taux d'intérêt, la Société et ses filiales utilisent des instruments financiers dérivés i) pour fixer en dollars CA la totalité des versements sur leurs dettes libellées en dollars US (intérêt et capital) et certains achats de stocks et d'investissements en immobilisations libellés en devises, ii) pour obtenir un équilibre établi entre des dettes à taux fixe et à taux variable et iii) pour renverser les positions de couverture existantes au moyen d'opérations de compensation. La Société et ses filiales n'ont pas l'intention de régler leurs instruments financiers dérivés avant leur échéance puisqu'aucun de ces instruments n'est détenu ou émis à des fins spéculatives.

Certaines ententes de swaps sur devises et taux d'intérêt conclues par la Société et ses filiales comportent une option qui permet à chacune des parties de régler le contrat d'échange à une date spécifique, à la valeur du marché du moment.

La valeur comptable et la juste valeur de la dette à long terme des instruments financiers dérivés et des composantes passif et dérivé des débetures convertibles au 31 mars 2013 et au 31 décembre 2012 sont les suivantes :

Tableau 14
Juste valeur de la dette à long terme et des instruments financiers dérivés
(en millions de dollars canadiens)

Actif (passif)	31 mars 2013		31 décembre 2012	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Dette à long terme ¹	(4 899,2) \$	(5 106,8) \$	(4 845,1) \$	(5 109,1) \$
Instruments financiers dérivés :				
Options de règlement anticipé	271,8	271,8	264,9	264,9
Contrats de change à terme ²	1,2	1,2	0,1	0,1
Ententes de swaps sur devises et taux d'intérêt ²	(200,8)	(200,8)	(263,0)	(263,0)
Composantes passif et dérivé des débetures convertibles	(132,4)	(132,4)	(132,7)	(132,7)

¹ La valeur comptable de la dette à long terme exclut les ajustements liés aux dérivés incorporés et aux frais de financement.

² La valeur des contrats de change à terme utilisés pour renverser les positions de couverture existantes est déduite de la valeur des instruments financiers ainsi compensés.

Les gains sur évaluation et conversion des instruments financiers pour le premier trimestre de 2013 sont résumés dans le tableau 15.

Tableau 15

Gain sur évaluation et conversion des instruments financiers

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2013	2012
Gain sur les dérivés incorporés et les instruments financiers dérivés pour lesquels la comptabilité de couverture n'est pas utilisée	(7,2) \$	(82,0) \$
Gain sur la tranche inefficace des couvertures des flux de trésorerie	(0,2)	–
Gain sur la juste valeur de la composante dérivé des débetures convertibles	(0,3)	–
Perte sur la tranche inefficace des couvertures de la juste valeur	–	0,1
	(7,7) \$	(81,9) \$

Une perte de 25,9 M\$ a été enregistrée aux autres éléments du résultat global au premier trimestre 2013 relativement aux relations de couverture de flux de trésorerie (un gain de 18,9 M\$ au premier trimestre 2012).

La juste valeur estimative de la dette à long terme et de la composante passif des débetures convertibles est fondée sur les cours du marché lorsqu'ils sont disponibles ou sur des modèles d'évaluation. Lorsque la Société utilise des modèles d'évaluation, la juste valeur est fondée sur la valeur actualisée des flux de trésorerie en utilisant les taux de rendement à la fin de l'exercice ou la valeur de marché d'instruments similaires comportant la même échéance.

La juste valeur des instruments financiers dérivés constatée aux bilans consolidés est estimée selon les modèles d'évaluation de la Société. Ces modèles projettent les flux de trésorerie futurs et les actualisent selon les modalités de l'instrument dérivé et des facteurs de marché externes observables, comme les taux des swaps et les cours de change à la fin de la période. La juste valeur constatée des instruments dérivés est aussi rajustée pour refléter le risque de non-exécution, compte tenu du contexte financier et économique à la date de l'évaluation, en attribuant une prime liée au risque de défaillance de crédit, fondée sur une combinaison de données de marché observables et non observables, lié à l'exposition nette par l'autre partie au contrat ou par la Société.

La juste valeur des options de règlement anticipé constatée comme des dérivés incorporés et de la composante dérivé des débetures convertibles est déterminée selon les modèles d'évaluation des options qui utilisent des données du marché, y compris les facteurs de volatilité et d'actualisation.

Modifications aux conventions comptables

Le 1^{er} janvier 2013, la Société a adopté rétrospectivement les normes suivantes. À moins d'avis contraire, l'adoption de ces nouvelles normes n'a pas eu un impact significatif sur les chiffres correspondants pour la période comparative.

- i) L'IFRS 10 *États financiers consolidés* a remplacé le SIC-12 *Consolidation – Entités ad hoc* et une partie de l'IAS 27 *États financiers consolidés et individuels*. Cette norme fournit des directives supplémentaires sur le concept de contrôle en tant que facteur déterminant dans la décision d'inclure une entité dans le périmètre de consolidation des états financiers consolidés de la société mère.
- ii) L'IFRS 11 *Partenariats* a remplacé l'IAS 31 *Participations dans des coentreprises*. Cette norme fournit des directives qui mettent l'accent sur les droits et obligations du contrat, et non sur sa forme juridique. Elle supprime également le choix d'utiliser la méthode de la consolidation proportionnelle lors de la comptabilisation des participations de l'entité dans des coentreprises. La nouvelle norme exige que ces participations soient comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Le tableau suivant résume les ajustements qui ont été enregistrés dans l'état consolidé des résultats pour les chiffres correspondants de la période comparative :

Augmentation (diminution)	Trois mois terminés le 31 mars 2012
Revenus	(2,4) \$
Achats de biens et services	(1,4)
Frais financiers	(1,0)
Bénéfice net	– \$

- iii) L'IFRS 12 *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités* est une nouvelle norme intégrée relative aux informations à fournir pour toutes les formes de participations dans des entités, y compris les entités découlant d'accords conjoints, les entreprises associées, les entités ad hoc et autres véhicules hors bilan.
- iv) L'IFRS 13 *Évaluation de la juste valeur* est une nouvelle norme intégrée qui établit un cadre pour l'évaluation de la juste valeur et qui stipule les informations à fournir sur les évaluations à la juste valeur.
- v) L'IAS 1 *Présentation des états financiers* a été modifiée et le principal changement résultant des modifications apportées à cette norme est l'exigence de présenter distinctement les autres éléments du résultat global pouvant être reclassés aux résultats et les autres éléments du résultat global qui ne seront pas reclassés aux résultats.
- vi) L'IAS 19 *Avantages du personnel (modifiée)* implique, entre autres, la comptabilisation immédiate de la composante de réévaluation dans les autres éléments du résultat global, ce qui élimine l'option précédemment disponible dans l'IAS 19 de comptabiliser ou de reporter les variations de l'obligation au titre des prestations définies et de la juste valeur de l'actif des régimes directement dans l'état consolidé des résultats. L'IAS 19 présente également l'approche de coût des intérêts nets qui remplace le rendement attendu sur les actifs du régime et les frais d'intérêts liés à l'obligation au titre des prestations définies par une composante unique de coût des intérêts nets calculé en multipliant l'actif ou le passif net constaté au titre des prestations définies par le taux d'actualisation ayant été utilisé pour déterminer l'obligation au titre des prestations définies. De plus, tous les coûts au titre des services passés doivent être reconnus à l'état des résultats dès que le régime est amendé et ne peuvent plus être répartis sur des périodes de service futures. L'IAS 19 permet aussi de choisir de comptabiliser immédiatement les montants constatés dans les autres éléments du résultat global dans les bénéfices non répartis ou dans une catégorie distincte dans les capitaux propres. La Société a choisi de comptabiliser les montants constatés dans les autres éléments du résultat global dans le cumul des autres éléments du résultat global.

L'adoption de cette norme modifiée a eu les impacts suivants sur les chiffres correspondants :

État consolidé des résultats

Augmentation (diminution)	Trois mois terminés le 31 mars 2012	
Coûts liés au personnel	0,9	\$
Frais financiers	3,2	
Impôts différés sur le bénéfice	(1,1)	
Bénéfice net	(3,0)	\$
Bénéfice net attribuable aux :		
Actionnaires	(1,5)	\$
Participations ne donnant pas le contrôle	(1,5)	

Bilans consolidés

Augmentation (diminution)	31 décembre 2012		31 décembre 2011	
Autres éléments de passif	2,1	\$	3,7	\$
Passif d'impôts différés	(0,6)		(1,0)	
Bénéfices non répartis	75,4		48,4	
Cumul des autres éléments du résultat global	(77,2)		(49,6)	
Participations ne donnant pas le contrôle	0,3		(1,5)	

Contrôles et procédures

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la Société et à la préparation des états financiers consolidés selon les IFRS.

Au cours du trimestre terminé le 31 mars 2013, aucune modification touchant le contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu ou est susceptible d'avoir une incidence importante sur ce contrôle n'a été portée à l'attention de la direction de la Société.

Renseignements supplémentaires

La Société est un émetteur assujéti en vertu des lois sur les valeurs mobilières de toutes les provinces canadiennes ; par conséquent, elle est tenue de déposer des états financiers, une circulaire de sollicitation de procurations et une notice annuelle auprès des divers organismes de réglementation de valeurs mobilières. On peut obtenir, sans frais, une copie de ces documents, sur demande adressée à la Société ou sur le site Internet à l'adresse <www.sedar.com>.

Mise en garde concernant l'information prospective

Les énoncés figurant dans le présent rapport de gestion qui ne sont pas des faits historiques constituent des énoncés prospectifs assujétis à des risques, à des incertitudes et à des hypothèses importants connus et inconnus qui sont susceptibles d'entraîner un écart important entre les résultats réels de la Société dans des périodes futures et ceux qui figurent dans les énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs sont généralement reconnaissables à l'utilisation du conditionnel, d'expressions prospectives comme « proposer », « s'attendre », « pouvoir », « anticiper », « avoir l'intention de », « estimer que », « prévoir », « désirer », ou « croire » ou de la tournure négative de ces expressions ou de leurs variantes ou de toute terminologie similaire. Certains facteurs importants qui pourraient occasionner des écarts importants entre les résultats réels et ceux mentionnés dans ces énoncés prospectifs comprennent les suivants, bien qu'ils ne soient pas limités à ces derniers :

- la capacité de Québecor Média de continuer à développer son réseau et l'offre de service mobile qui en découle ;
- le climat économique général, les conditions des marchés financiers et économiques, de même que les fluctuations commerciales subies par les annonceurs de Québecor Média sur le marché publicitaire local, régional et national des journaux et de la télévision ;
- l'intensité de l'activité concurrentielle dans les industries où Québecor est active ;

- la fragmentation de l'univers des médias ;
- des nouvelles technologies qui pourraient changer le comportement des consommateurs à l'égard de l'offre de la gamme de produits de Québecor Média ;
- des investissements en capital imprévus qui seraient nécessaires pour le développement de son réseau ou pour répondre au développement continu de solutions technologiques alternatives ou l'inaptitude à obtenir des capitaux dans le but de poursuivre la stratégie de développement des secteurs d'activité de Québecor ;
- la capacité de Québecor de mettre en œuvre avec succès ses stratégies d'affaires et de développement ou de gérer sa croissance et son expansion ;
- la capacité de Québecor Média de restructurer avec succès les activités de ses journaux afin d'en optimiser l'efficacité dans un contexte de bouleversement de l'industrie des journaux ;
- les interruptions de service sur le réseau de Québecor Média par lequel sont offerts les services de télédistribution numérique, d'accès Internet et de téléphonie, et la capacité de Québecor Média de protéger son réseau contre les attaques de pirates informatiques ;
- les conflits de travail ou les grèves ;
- les changements dans la capacité de Québecor Média d'obtenir des services et des équipements essentiels à la conduite de ses activités ;
- des changements aux lois et aux règlements, ou dans leurs interprétations, qui pourraient entraîner, entre autres, la perte (ou la réduction de la valeur) des licences ou des marchés de Québecor Média, ou l'augmentation de la concurrence, des coûts de fonctionnement ou des dépenses d'investissement ;
- le niveau substantiel de l'endettement de Québecor, le resserrement du marché du crédit ou des restrictions sur les activités commerciales de Québecor imposées par les conditions des emprunts ; et
- les fluctuations des taux d'intérêt pouvant avoir des effets sur les exigences de remboursement des intérêts sur la dette à long terme de Québecor.

Les énoncés prospectifs décrits dans ce document afin de permettre aux investisseurs et au public de mieux comprendre l'environnement dans lequel la Société évolue sont fondés sur des hypothèses qu'elle croit être raisonnables au moment où elle a émis ces énoncés prospectifs. Les investisseurs et autres personnes devraient noter que la liste des facteurs mentionnés ci-dessus qui sont susceptibles d'influer sur les résultats futurs n'est pas exhaustive et éviter de se fier indûment à tout énoncé prospectif. Pour de plus amples renseignements sur les risques, incertitudes et hypothèses susceptibles d'entraîner un écart entre les résultats réels de la Société et les attentes actuelles, veuillez-vous reporter aux documents publics déposés par la Société qui sont disponibles à <www.sedar.com> et à <www.quebecor.com>, y compris, en particulier, la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012.

Les énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion reflètent les attentes de la Société au 8 mai 2013 et sont sous réserve des changements pouvant se produire après cette date. La Société décline expressément toute obligation ou tout engagement de mettre à jour ces énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif que ce soit, à moins que les lois sur les valeurs mobilières applicables le requièrent.

Montréal, Québec

8 mai 2013

QUÉBECOR INC. ET SES FILIALES

SÉLECTION DE DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

(en millions de dollars canadiens, sauf pour les montants relatifs aux données par action)

	2013		2012			2011		
	31 mars	31 déc.	30 sept.	30 juin	31 mars	31 déc.	30 sept.	30 juin
Exploitation								
Revenus	1 052,1 \$	1 142,3 \$	1 059,1 \$	1 084,6 \$	1 061,6 \$	1 145,3 \$	1 012,6 \$	1 051,1 \$
Bénéfice d'exploitation	320,4	369,8	351,9	356,1	320,3	367,9	318,7	357,6
Contribution au bénéfice net attribuable aux actionnaires :								
Activités d'exploitation poursuivies	33,1	53,9	50,6	47,2	37,8	54,5	38,9	58,8
Gain (perte) sur évaluation et conversion des instruments financiers	3,1	(22,3)	47,5	16,1	34,1	34,0	(16,3)	(2,3)
Éléments inhabituels	(0,6)	(24,5)	(81,0)	2,2	(0,5)	(4,2)	2,4	(2,5)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	35,6	7,1	17,1	65,5	71,4	84,3	25,0	54,0
Données par action de base								
Contribution au bénéfice net attribuable aux actionnaires :								
Activités d'exploitation poursuivies	0,53 \$	0,86 \$	0,80 \$	0,74 \$	0,60 \$	0,85 \$	0,61 \$	0,91 \$
Gain (perte) sur évaluation et conversion des instruments financiers	0,05	(0,35)	0,75	0,25	0,54	0,53	(0,26)	(0,03)
Éléments inhabituels	(0,01)	(0,39)	(1,28)	0,03	(0,01)	(0,06)	0,04	(0,04)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	0,57	0,12	0,27	1,03	1,13	1,32	0,39	0,84
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en millions)	62,3	62,7	63,1	63,5	63,5	63,5	63,9	64,3
Données par action diluée								
Contribution au bénéfice net attribuable aux actionnaires :								
Activités d'exploitation poursuivies	0,46 \$	0,75 \$	0,80 \$	0,74 \$	0,59 \$	0,85 \$	0,60 \$	0,90 \$
Gain (perte) sur évaluation et conversion des instruments financiers	0,04	(0,30)	0,75	0,25	0,54	0,53	(0,26)	(0,03)
Éléments inhabituels	(0,01)	(0,33)	(1,28)	0,03	(0,01)	(0,06)	0,04	(0,04)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	0,49	0,12	0,27	1,03	1,12	1,32	0,38	0,83
Nombre moyen pondéré d'actions diluées en circulation (en millions)	75,3	74,3	63,2	63,6	63,7	63,8	64,5	65,0